Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTERE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**


| | |
|---|---|
| **Direction Générale des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des Territoires**<br>Service de la Production Agricole<br>Sous-direction des entreprises agricoles<br>**Bureau de l'installation et de la modernisation**<br>Adresse : 3 rue Barbet de Jouy – 75349 PARIS 07 SP<br>**Suivi par :**<br>Lucie CAMARET : 01.49.55.57.53<br>lucie.camaret@agriculture.gouv.fr | **Secrétariat Général**<br>Service des affaires financières sociales et logistiques<br>Sous-direction du travail et de la protection sociale<br>**Bureau de l'assujettissement et des cotisations sociales**<br>Adresse : 78 rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP<br>**Suivi par :**<br>Lionel DENIER : 01.49.55.86.42<br>lionel.denier@agriculture.gouv.fr |


# CIRCULAIRE
# DGPAAT/SDEA/C2010-3091
# SG/SAFSL/SDTPS/C2010-1513
# Date : 05 Octobre 2010

Date de mise en application : immédiate
Nombre d'annexes : 2
NOR AGRT1024840C

Le Ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche
à
Mesdames et Messieurs les Préfets de région
Mesdames et Messieurs les Préfets de département

**Objet :** Soutien exceptionnel à l'élevage (30 M€) dans le cadre du Dispositif d'accompagnement spécifique des agriculteurs (DACS-AGRI).

**Bases juridiques :**
- Règlement (CE) n°1535/2007 de la Commission Européenne du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis* dans le secteur de la production des produits agricoles.
- Décision d'approbation par la Commission du 2 décembre 2009 sous le nom « Régime N 609/2009 ».
- Circulaire DGPAAT/SDEA/C2009-3115 du 19 novembre 2009 relative au plan de soutien exceptionnel à l'agriculture.
- Circulaire DGPAAT/SDEA/C2009-3129 du 17 décembre 2009 relative au dispositif d'accompagnement spécifique des agriculteurs (DACS-Agri) dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture.
- Circulaire DGPAAT/SDEA/C2010-3013 du 9 février 2010 relative au dispositif d'accompagnement spécifique des agriculteurs (DACS-Agri) dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture.
- Circulaire DGPAAT/SDEA/C2010-3045 du 7 mai 2010 relative au dispositif d'accompagnement spécifique des agriculteurs (DACS-Agri) dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture.
- Articles L. 726-3 et R. 726-1 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM).
- Circulaire DGFAR/SDPS/C2007-5039 du 2 juillet 2007 relative à l'aide au paiement des cotisations et contributions sociales des personnes non salariées des professions agricoles et des employeurs de main-d'œuvre agricole.
-Circulaire SG/SAFSL/SDTPS/C2010-1510 du 1er juin 2010 modifiant la circulaire DGFAR/SDPS/C2007-5039 du 2 juillet 2007 relative aux aides au paiement des cotisations et contributions sociales des personnes non salariées des professions agricoles et des employeurs de main-d'œuvre agricole d'une part, au regard du droit communautaire en matière d'aide d'État et d'autre part pour tenir compte de la réorganisation des missions des services de l'inspection du travail.


**Résumé** : la présente circulaire a pour objet de détailler les modalités de mise en œuvre des 30 millions d'euros d'aide DACS-Agri annoncés pour les élevages en difficulté. Certaines modalités de mise en œuvre de la mesure d'accompagnement spécifique font à cette occasion l'objet d'une adaptation.



**Mots-clés:** PSEA – Dispositif d'accompagnement spécifique des agriculteurs – Filières d'élevage


| **Destinataires** | |
|---|---|
| Pour exécution :<br>DRAAF<br>DDT – DDTM<br>DAF<br>ASP | Pour information :<br>Administration centrale<br>Organisations professionnelles agricoles<br>Le président du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole,<br>Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole,<br>Le directeur général du GAMEX,<br>Le directeur général de l'AAEXA,<br>Le directeur général d'APRIA-RSA,<br>Les présidents des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole,<br>Les directeurs des caisses de mutualité sociale agricole. |

Au cours de mon déplacement au Salon de l'élevage (SPACE) à Rennes le 14 septembre 2010, j'ai annoncé une aide d'urgence de 30 millions d'euros pour soutenir les éleveurs qui ont rencontré le plus de difficultés au cours des mois passés.

Pour que cette aide d'urgence soit ciblée le plus efficacement possible, vous avez la possibilité de l'utiliser selon deux modalités :

- la première partie de cette enveloppe est destinée à permettre un complément de prise en charge pour les éleveurs ayant déposé un dossier DACS-Agri dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture (PSEA) ;
- la seconde partie est destinée à offrir aux éleveurs qui ne l'auraient pas fait dans le cadre du PSEA la possibilité de déposer une demande de prise en charge DACS-Agri avant le 30 octobre 2010.

Du point de vue communautaire, la première partie vient donc compléter l'enveloppe de 95 millions d'euros affectés au dispositif d'accompagnement spécifique des agriculteurs (DACS-Agri) dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture (PSEA). Elle s'inscrit donc dans le régime temporaire d'aides d'État à montant limité (régime AML) validé par la Commission Européenne le 2 décembre 2009.

Je vous rappelle que les aides accordées au titre de ce régime ne peuvent l'être que jusqu'au 31 décembre 2010. En effet, des engagements sur l'année 2011 auraient pour effet de ramener le plafond d'aide attribuable à 7 500€ (régime *de minimis*) au lieu de 15 000€.

Je vous demande donc d'engager les crédits pour les dossiers qui ont été déposés avant le 31 mai 2010 dans les meilleurs délais et avant le 15 décembre 2010. Si vous êtes en mesure d'engager sur ces dossiers le complément dans les mêmes délais, ces derniers s'inscriront pour la totalité de l'aide dans le plafond AML de 15 000 euros.

La seconde partie, qui représentera au moins 30% de votre enveloppe complémentaire, permet de traiter, dans le cadre des règles du dispositif DACS-Agri, de nouvelles demandes qui devront être déposées avant le 30 octobre 2010. Sauf engagement avant le 31 décembre 2010, elles relèveront de la procédure *de minimis* habituelle.

La présente circulaire a pour objet de notifier à chaque région le montant de l'enveloppe complémentaire d'autorisations d'engagement qui lui est affecté (cf. annexe 1) et de vous présenter les conditions de sa mise en œuvre.

Par ailleurs, elle vous précise les conditions d'octroi des prises en charge de cotisations sociales, notamment en élargissant l'assiette éligible au 3ème et dernier appel 2010 des cotisations personnelles des chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles. Cet élargissement vaut pour tous les dossiers et pas uniquement pour l'élevage.

Vous voudrez bien me rendre compte, sous le présent timbre, des éventuelles difficultés que pourraient susciter les présentes instructions.

Bruno LE MAIRE

## I. ENVELOPPE COMPLEMENTAIRE DE 30 MILLIONS D'EUROS

### I.A Filières concernées

**Cette enveloppe complémentaire DACS-Agri est destinée aux filières d'élevage, et plus particulièrement aux filières "bovins viande" et porcine.**

Vous avez toutefois la possibilité de prendre en compte localement un autre type de production, dont les éleveurs ont connu de réelles difficultés ces derniers mois.

La définition de ce ciblage doit s'opérer en partenariat avec les organisations professionnelles agricoles et les acteurs locaux. Pour cela, vous recueillerez l'avis du comité départemental de gestion du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture (PSEA).

La gestion de l'enveloppe régionale qui vous est allouée doit bénéficier aux dossiers d'éleveurs éligibles au DACS-Agri, reçus au 31 mai 2010 (point I.B), et pour au moins 30% de l'enveloppe aux éleveurs qui déposeront un nouveau dossier DACS-Agri avant le 30 octobre 2010 (point I.C ).

### I.B. Dossiers DACS-Agri déposés avant le 31 mai 2010 et éligibles

**a) Dossiers pris en compte :**

Vous sélectionnerez les dossiers des éleveurs éligibles au sein des demandes d'aides DACS-Agri reçues au 31 mai 2010, qui remplissent les conditions d'accès et les critères d'éligibilité pour bénéficier du dispositif.

Chaque formulaire de demande DACS-Agri comporte une information sur la production principale de l'exploitation qui peut constituer une aide à la sélection. De même, les audits simplifiés peuvent vous apporter des éléments complémentaires.

**b) Nature de l'aide :**

L'aide accordée à partir de cette enveloppe complémentaire a pour objet de permettre, des prises en charge plus importantes de cotisations sociales et d'intérêts bancaires 2010, des éleveurs des filières animales retenues.

Elles doivent bien entendu s'inscrire dans le plafond AML de 15 000€.

Pour cela, les dispositions contenues dans les circulaires des 17 décembre 2009 et du 9 février 2010 les précisions complémentaires apportées par les notes de service du Bureau de l'installation et de la modernisation (BIM) n° 12 et 16 des 15 et 30 juillet 2010 restent applicables.

Par ailleurs, les prises en charge des cotisations sociales personnelles sont étendues à l'ensemble des cotisations émises au titre de l'année 2010 (cf. paragraphe II).

En revanche, il n'est pas possible de prendre en charge par anticipation des cotisations de l'année 2011 ; le dispositif prévu aux articles L. 726-3 et R. 726-1 du CRPM ne s'applique qu'aux cotisations émises et impayées.

Si à l'issue de cette opération, il subsiste un reliquat de crédit, vous pouvez l'utiliser pour les nouveaux dossiers.

A contrario, si vous avez déjà pu dans le cadre de votre première enveloppe prendre en charge 100% des cotisations sociales et des intérêts bancaires 2010, vous pouvez utiliser la totalité de votre enveloppe complémentaire pour les nouveaux dossiers.

### I.C. Ouverture d'une nouvelle période de dépôt des dossiers

**a) Dossiers pris en compte :**

Pour les éleveurs des filières "bovins viande" et porcine, et le cas échéant, d'un autre type de production animale retenu en fonction d'une priorité définie au niveau local, une nouvelle période de dépôt est ouverte. Les critères et les modalités d'attribution de ces aides sont celles du DACS-

Agri. Il est nécessaire d'informer les éleveurs en difficultés de chaque département de la possibilité de déposer un dossier de demande d'aide au titre de cette enveloppe, s'ils ne l'ont pas déjà fait.

Ces demandes devront être déposées par les éleveurs auprès des DDT et DDTM avant le 30 octobre 2010.

Afin de sélectionner les dossiers éligibles d'éleveurs, les critères d'accès d'éligibilité actuels du DACS-Agri, circulaires des 17 décembre 2009 et 9 février 2010, sont inchangés. Les Préfets peuvent adapter ces critères afin de cibler les éleveurs les plus en difficultés.

**b) Nature de l'aide :**

L'aide accordée à partir de cette enveloppe complémentaire a pour objet de permettre la prise en charge de cotisations sociales et d'intérêts bancaires 2010 des éleveurs des filières animales retenues.

L'aide s'inscrira dans le plafond AML de 15 000€, pour les engagements financiers qui pourraient être pris avant le 31 décembre 2010, et relèveront du régime *de minimis* pour les dossiers engagés après cette date.

Pour l'instruction de ces demandes, les dispositions contenues dans les circulaires des 17 décembre 2009 et 9 février 2010 et les précisions complémentaires apportées par les notes du Bureau de l'installation et de la modernisation (BIM) n°12 et 16 des 15 et 30 juillet 2010 restent applicables.

Les cotisations sociales personnelles pouvant être prises en charge correspondent à l'ensemble des cotisations sociales émises au titre de l'appel définitif de l'année 2010.

**Il n'est pas possible d'accorder des prises en charge sur des intérêts et sur des cotisations sociales au titre de l'année 2011.**

* *
*

Il est donc recommandé de traiter les dossiers au titre de cette enveloppe complémentaire en deux phases :

o Un première phase avant le 15 décembre pour octroyer un complément aux dossiers déposés avant le 31 mai 2010 et pour ceux des dossiers déposés depuis qui auront pu être instruits, ce qui permettrait de les inscrire dans le plafond AML de 15 000€,

o Une seconde phase pour les nouveaux dossiers qui ne pourraient pas être engagés avant 2011. Cette seconde phase pourra éventuellement concerner des compléments aux dossiers déjà déposés qui n'auraient pas pu être traités avant. Ils relèveront alors de la procédure *de minimis* habituelle.

## II. ELARGISSEMENT DE LA PRISE EN CHARGE DES COTISATIONS SOCIALES

La prise en charge des cotisations sociales s'effectuent conformément au dispositif prévu aux articles L 726-3 et R 726-1 du CRPM dont les modalités sont précisées par la circulaire n°2007-5039 du 2 juillet 2007 modifiée par la circulaire du 1er juin 2010 et en tenant compte des instructions contenues dans la circulaire du 17 décembre 2009.

Des précisions complémentaires ont été apportées par les notes aux DDT/DDTM et DAF du Bureau de l'installation et de la modernisation ( Références : BIM / 2010/ n°12 et 16 des 15 et 30 juillet 2010).

Les cotisations personnelles pouvant faire l'objet d'une prise en charge dans le cadre du DACS-Agri sont élargies aux cotisations émises au titre de l'appel définitif de l'année 2010 dès lors que les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole rencontrent de réelles difficultés pour s'en acquitter.

Bien entendu, les assurés qui bénéficient d'un plan de paiement en cours, c'est à dire d'un aménagement de leurs cotisations par la MSA, sont éligibles à ces prises en charge.

Cet élargissement n'est pas réservé aux éleveurs ; il vaut pour tous les secteurs.

**III. DELEGATION DU SOLDE DES AUTORISATIONS DE FINANCEMENT (enveloppe de Millions d'€uros)** **95**

Le Bureau de l'Installation et de la Modernisation a été interrogé à diverses reprises pour savoir si un report des Autorisations d'Engagement (AE) DACS-Agri 2010 était possible sur 2011, en raison du temps nécessaire à la réalisation des audits simplifiés et au bouclage de chaque dossier.

Je vous confirme l'information qui a été régulièrement donnée sur cette question, à savoir qu'un report des AE 2010 sur 2011 n'est pas autorisé par le ministère du budget.

Par ailleurs, la réalisation d'engagements sur 2011 ferait perdre le caractère temporaire d'aide d'État à montant limité (AML) puisque ce régime n'est autorisé que jusqu'au 31 décembre 2010.

Ce qui aurait pour effet de ramener le plafond d'aide attribuable de 15 000€ à 7 500€.

Les premières remontées en provenance des départements ont montré que les prises en charge d'intérêt avaient été privilégiées dans le cadre du PSEA. Compte-tenu du dernier élargissement de l'assiette de cotisations sociales éligibles aux prises en charge, vous pouvez privilégier ces dernières. Cela pourra vous permettre d'accélérer le traitement des dossiers.

Vous trouverez ci-joint un tableau récapitulatif (annexe 2) des dotations allouées aux DRAAF qui reprend les deux délégations d'autorisation d'engagement faites en juin et septembre 2010.

Afin de pouvoir vous déléguer rapidement le solde de votre 1ère enveloppe 2010, nous avons besoin de faire un point **précis** sur l'affectation des crédits DACS-Agri et en particulier sur ceux réservés aux cotisations sociales. Nous savons que certains d'entre vous souhaitent avoir une vision complète des dossiers avant de fixer le montant MSA. Toutefois, nous vous demandons d'approcher dès maintenant du mieux possible ce montant global dans le cadre de la fin de gestion budgétaire 2010.

Lors de l'enquête menée auprès des DRAAF en mars dernier, vous nous aviez adressé une première estimation des crédits que vous comptiez réserver pour les prises en charge de cotisations sociales. Ainsi, vous voudrez bien confirmer ou corriger dans le tableau les montants "MSA" dans la colonne "Part réservée MSA (enquête septembre 2010)".

Nous vous demandons également d'indiquer également :

- le nombre définitif de dossiers reçus,
- le nombre de dossiers pour lesquels un audit simplifié est programmé,
- le nombre d'audits déjà reçus

L'ensemble de ces informations est à communiquer par messagerie électronique **avant le 22 octobre 2010** à catherine.masson@agriculture.gouv.fr.

**ANNEXE 1**

**Répartition de l'enveloppe complémentaire DACS-Agri Elevage**

| | |
|---|---|
| ALSACE | 200 000 |
| AQUITAINE | 2 150 000 |
| AUVERGNE | 2 684 000 |
| BASSE-NORMANDIE | 2 009 000 |
| BOURGOGNE | 1 887 000 |
| BRETAGNE | 4 250 000 |
| CENTRE | 667 000 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 228 000 |
| CORSE | 277 000 |
| FRANCHE-COMTE | 369 000 |
| HAUTE-NORMANDIE | 361 000 |
| ILE-DE-FRANCE | 40 000 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 509 000 |
| LIMOUSIN | 2 674 000 |
| LORRAINE | 344 000 |
| MIDI-PYRENEES | 3 391 000 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 370 000 |
| PAYS DE LA LOIRE | 3 898 000 |
| PICARDIE | 510 000 |
| POITOU-CHARENTES | 1 142 000 |
| PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR | 189 000 |
| RHÔNE-ALPES | 1 696 000 |
| **FRANCE METROPOLITAINE** | **29 845 000** |

| | |
|---|---|
| Guadeloupe | 60 000 |
| Martinique | 25 000 |
| Guyane | 10 000 |
| Réunion | 60 000 |
| **DOM** | **155 000** |

| | |
|---|---|
| **TOTAL France** | **30 000 000** |

# ANNEXE 2 : tableau récapitulatif des autorisations d'engagement 2010 (enveloppe initiale de 95M€)

**PLAN DE SOUTIEN - DACS-AGRI**

| Régions | Nb de dossiers reçus | Dotation initiale 09/02/10 | Dotation complémentaire 30/07/10 | TOTAL | Part réservée MSA (enquête du 07/06/10) | Part réservée MSA (enquête septembre 2010) | TOTAL AE (après déduction part MSA) | Montant 1ère délégation (10/06/10) | Montant dotation complémentaire (septembre 2010) | TOTAL délégué |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ALSACE | | 1 312 000 | 250 000 | 1 562 000 | 255 840 | | | 446 900 | 250 000 | 696 900 |
| AQUITAINE | | 7 705 000 | 1 000 000 | 8 705 000 | 2 194 000 | | | 2 624 448 | 1 000 000 | 3 624 448 |
| AUVERGNE | | 3 949 000 | 1 900 000 | 5 849 000 | 1 218 000 | | | 1 345 060 | 1 900 000 | 3 245 060 |
| BASSE-NORMANDIE | | 3 430 000 | 800 000 | 4 230 000 | 513 407 | | | 1 168 208 | 800 000 | 1 968 208 |
| BOURGOGNE | | 3 180 000 | 850 000 | 4 030 000 | 280 000 | | | 1 083 188 | 850 000 | 1 933 188 |
| BRETAGNE | | 7 040 000 | 1 300 000 | 8 340 000 | 1 760 000 | | | 2 398 000 | 1 300 000 | 3 698 000 |
| CENTRE | | 3 251 000 | 750 000 | 4 001 000 | 1 220 000 | | | 1 107 168 | 750 000 | 1 857 168 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | | 2 177 000 | 300 000 | 2 477 000 | 100 000 | | | 741 473 | 300 000 | 1 041 473 |
| CORSE | | 1 803 000 | 100 000 | 1 903 000 | | | | 613 943 | 100 000 | 713 943 |
| FRANCHE-COMTE | | 1 339 000 | 300 000 | 1 639 000 | 100 000 | | | 456 165 | 300 000 | 756 165 |
| HAUTE-NORMANDIE | | 1 810 000 | 600 000 | 2 410 000 | 237 470 | | | 616 668 | 600 000 | 1 216 668 |
| ILE DE France | | 1 031 000 | 0 | 1 031 000 | 196 263 | | | 351 253 | 0 | 351 253 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | | 5 669 000 | 900 000 | 6 569 000 | 2 267 600 | | | 1 930 935 | 900 000 | 2 830 935 |
| LIMOUSIN | | 2 518 000 | 400 000 | 2 918 000 | 301 800 | | | 857 830 | 400 000 | 1 257 830 |
| LORRAINE | | 1 786 000 | 600 000 | 2 386 000 | 535 800 | | | 608 493 | 600 000 | 1 208 493 |
| MIDI-PYRENEES | | 7 300 000 | 1 400 000 | 8 700 000 | 1 674 185 | | | 2 486 563 | 1 400 000 | 3 886 563 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | | 1 747 000 | 150 000 | 1 897 000 | | | | 595 140 | 150 000 | 745 140 |
| PACA | | 4 449 000 | 0 | 4 449 000 | 1 020 500 | | | 1 515 373 | 0 | 1 515 373 |
| PAYS DE LA LOIRE | | 6 215 000 | 2 100 000 | 8 315 000 | 1 124 743 | | | 2 117 053 | 2 100 000 | 4 217 053 |
| PICARDIE | | 1 565 000 | 400 000 | 1 965 000 | 221 550 | | | 533 010 | 400 000 | 933 010 |
| POITOU-CHARENTE | | 3 460 000 | 200 000 | 3 660 000 | 400 000 | | | 1 178 563 | 200 000 | 1 378 563 |
| RHONE-ALPES | | 6 064 000 | 700 000 | 6 764 000 | 832 869 | | | 2 065 550 | 700 000 | 2 765 550 |
| **Sous-total métropole** | | **78 800 000** | **15 000 000** | **93 800 000** | **16 454 027** | | | **26 840 984** | **15 000 000** | **41 840 984** |
| GUADELOUPE | | 493 000 | 0 | 493 000 | | | | 167 860 | 0 | 167 860 |
| GUYANE | | 50 000 | 0 | 50 000 | | | | 17 160 | 0 | 17 160 |
| MARTINIQUE | | 298 000 | 0 | 298 000 | | | | 101 643 | 0 | 101 643 |
| REUNION | | 359 000 | 0 | 359 000 | | | | 122 353 | 0 | 122 353 |
| **Sous-total DOM** | | **1 200 000** | **0** | **1 200 000** | | | | **409 016** | **0** | **409 016** |
| **TOTAL France** | | **80 000 000** | **15 000 000** | **95 000 000** | **16 454 027** | | | **27 250 000** | **15 000 000** | **42 250 000** |